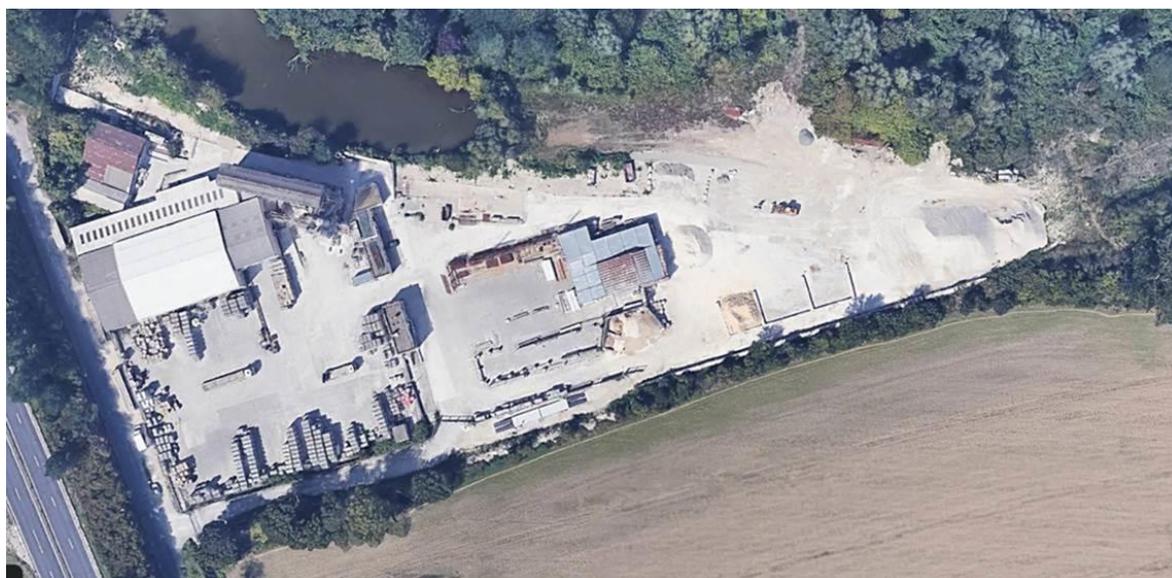


# DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT

PJN°6A\_RESPECTAMPG  
28/07/2021

 PIÈCE JOINTE N°6A : DOCUMENT JUSTIFIANT DU RESPECT DES  
PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES ICPE 2515 APPLICABLES À L'INSTALLATION



SITE LE BLOC - COMMUNES DE ACHÈRES & CONFLANS-  
SAINTE-HONORINE (78)



**setec**  
énergie environnement

## REVISIONS

Version	Date	Description	Auteurs	Relecteur
V1	28/07/2021	Première édition	A. JAYET	G. LE DEODIC

## COORDONNEES

Siège social	Responsable d'affaire
<b>setec énergie environnement</b>	<b>Gwenaëlle LE DEODIC</b>
Immeuble Central Seine 42 - 52 quai de la Rapée - CS 71230 75583 PARIS CEDEX 12 FRANCE	Chef de projets Immeuble Central Seine 42 - 52 quai de la Rapée - CS 71230 75583 PARIS CEDEX 12 FRANCE
Tél +33 1 82 51 55 55 Fax +33 1 82 51 55 56 environnement@setec.fr www.setec.fr	Tél +33 1 82 51 46 51 Mob +33 6 10 77 90 73 gwenaëlle.ledeodic@setec.com

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p><b>Article 1</b></p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, soumises au régime de l'enregistrement, sous la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées. Il fixe également les prescriptions applicables aux zones d'entreposage des produits minéraux (pulvérulents ou non) ou de déchets non dangereux inertes (pulvérulents ou non). Les installations soumises aux rubriques n° 2516 ou 2517 de la nomenclature des installations classées, qui relèvent également du régime d'enregistrement de la rubrique n° 2515, sont entièrement régies par le présent arrêté. Les arrêtés relatifs à ces autres rubriques ne leur sont alors pas applicables.</p> <p>Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations dont la demande d'enregistrement est présentée postérieurement à la date de publication du présent arrêté.</p> <p>Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans les conditions précisées en annexe II aux installations existantes. Les installations existantes sont les installations dont la demande est antérieure à la date de publication du présent arrêté ainsi que celles relevant de l'article R. 512-46-30 du code de l'environnement.</p> <p>Les dispositions suivantes s'appliquent sans préjudice de prescriptions particulières les complétant ou les renforçant dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.</p>	Aucune	
Au sens du présent arrêté, on entend par :	Aucune	

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p>« <b>Accès à l'installation</b> » : ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. »</p> <p>« <b>Débit moyen interannuel</b> » ou « <b>module</b> » : moyenne des débits moyens annuels d'un cours d'eau sur une période de référence de trente ans de mesures consécutives.</p> <p>« <b>Eaux pluviales non polluées (EPnp)</b> » : eaux météoriques n'étant pas en contact ni avec des secteurs imperméabilisés susceptibles d'être pollués, ni avec des fumées industrielles. Sauf configuration spéciale, les eaux de toitures peuvent être considérées comme eaux pluviales non polluées.</p> <p>« <b>Eaux pluviales polluées (EPp)</b> » : eaux météoriques ruisselant sur des secteurs imperméabilisés susceptibles d'être pollués ou eaux météoriques susceptibles de se charger en polluants au contact de fumées industrielles.</p> <p>« <b>Eaux usées (EU)</b> » : effluents liquides provenant des différents usages domestiques de l'eau du personnel (toilettes, cuisines, etc.), essentiellement porteuses de pollution organique</p> <p>« <b>Eaux industrielles (EI)</b> » : effluents liquides résultant du fonctionnement ou du nettoyage des installations. L'eau d'arrosage des pistes en fait partie.</p> <p>« <b>Eaux résiduaires</b> » : effluents liquides susceptibles d'être pollués (EPp, EU et EI) rejetés du site vers un exutoire extérieur au site.</p> <p>« <b>Emergence</b> » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation).</p> <p>« <b>Emissaire de rejet</b> » : extrémité d'un réseau canalisé prévu pour rejeter les effluents d'un site.</p>		

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p>« <b>Local à risque incendie</b> » : enceinte fermée contenant des matières combustibles ou inflammables et occupée, de façon périodique ou ponctuelle, par du personnel.</p> <p>« <b>Permis de feu</b> » : permis permettant la réalisation de travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques par emploi d'une flamme ou d'une source chaude.</p> <p>« <b>Permis de travail</b> » : permis permettant la réalisation de travaux de réparation ou d'aménagement, sans emploi d'une flamme ni d'une source chaude, lorsque ceux-ci conduisent à une augmentation des risques.</p> <p>« <b>Produit pulvérulent</b> » : produit solide constitué de fines particules, peu ou pas liées entre elles, qui dans certaines conditions, a le comportement d'un liquide. Un produit pulvérulent est caractérisé par sa granulométrie (taille et pourcentage des particules dans chacune des classes de dimension).</p> <p>« <b>QMNA</b> » : le débit (Q) mensuel (M) minimal (N) de chaque année civile (A). Il s'agit du débit d'étiage d'un cours d'eau.</p> <p>« <b>QMNA5</b> » : la valeur du QMNA telle qu'elle ne se produit qu'une année sur cinq.</p> <p>« <b>Zones à émergence réglementée</b> » :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier de demande d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;</li> <li>- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier de demande d'enregistrement ;</li> <li>- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier de demande</li> </ul>		

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p>d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.</p> <p>« <b>Zone de mélange</b> » : zone adjacente au point de rejet où les concentrations d'un ou plusieurs polluants peuvent dépasser les normes de qualité environnementale. Cette zone est proportionnée et limitée à la proximité du point de rejet et ne compromet pas le respect des normes de qualité environnementale sur le reste de la masse d'eau.</p> <p>« <b>Zones destinées à l'habitation</b> » : zones destinées à l'habitation définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.</p>		
<b>Chapitre I : Dispositions générales</b>		
<p><b>Article 3</b></p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.</p> <p>L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p>	<p>Plans de l'installation représentant l'emprise de l'installation, le positionnement des matériels, des pistes, des stocks et des locaux, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres du périmètre.</p> <p>Justification du dépôt de la demande de permis de construire et de la demande d'autorisation de défrichage, en tant que de besoin.</p> <p>La nature et la puissance installée des installations (broyeur, concasseur, cribleur...), et le cas échéant, la nature et la durée du chantier associé à l'installation (2515-2). Les engins et matériels tels que convoyeurs servant à l'alimentation et à l'évacuation des matériaux ne</p>	<p>Le plan d'implantation du site est disponible en PJ n°3.</p> <p>Les matériels présents sur site pourront avoir des puissances proches des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Concasseur : 261 Kw</li> <li>- Scalpeur : 261 KW</li> <li>- Cribleur : 55 KW</li> </ul>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
	<p>sont pas pris en compte dans la puissance installée des installations.</p> <p>La description des modalités de valorisation des matériaux mis en œuvre sont explicitées par le pétitionnaire dans son dossier d'enregistrement.</p> <p>Pour les demandes portant sur une durée de moins de six mois, le devenir et les modalités de traçabilité des déchets de démolition ou de chantier en sortie de l'installation doivent être précisés.</p>	<p>Certains appareils seront mutualisés pour plusieurs activités. Les puissances sont données à titre indicatif.</p> <p>La description des activités du site est faite en annexe 2.1 de la Partie 1</p>
<p><b>Article 4</b></p> <p>Une fois l'arrêté préfectoral d'enregistrement notifié, le dossier d'enregistrement comprend :</p> <p>Une copie de la demande d'enregistrement et ses pièces jointes.</p> <p>L'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation.</p> <p>Une déclaration de mise en service pour les installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p> <p>Le plan général des stockages de produits ou déchets non dangereux inertes (art. 3)</p> <p>Un extrait du règlement d'urbanisme concernant la zone occupée par les installations classées (art. 3).</p> <p>La notice récapitulant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport ou de manipulation de matériaux (art. 6 et 37) ;</p> <p>La description des caractéristiques et modalités d'approvisionnement et de livraison des matériaux et les moyens mis en œuvre (art. 6).</p>	<p>Copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne.</p> <p>Tout arrêté préfectoral ou récépissé de déclaration relatif à l'installation</p>	<p>Ces dossiers (dossier d'enregistrement et ses annexes) seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, le cas échéant, en tout ou partie, sous format informatique. Une copie du dossier sera présente sur site.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p>Les dispositions permettant l'intégration paysagère de l'installation (art. 7).</p> <p>Le plan de localisation des risques (art. 10).</p> <p>Le registre des produits dangereux détenus (nature, quantité) (art. 11).</p> <p>Le plan général des stockages de produits dangereux (art. 11).</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque incendie (art. 14).</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie et l'avis écrit des services d'incendie et de secours, s'il existe, et les justificatifs relatifs aux capacités de lutte contre l'incendie (art. 17)</p> <p>La description des dispositions mises en œuvre pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement (art. 24).</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents liquides (art. 26).</p> <p>La description du nombre de points de mesures de retombées de poussières et des conditions dans lesquelles les appareils de mesures sont installés et exploités (art. 39).</p> <p>Les justificatifs attestant de la conformité des rejets liquides (art. 32 et 33).</p> <p>La justification du nombre de points de rejet atmosphérique (art. 38)</p> <p>Les documents ayant trait à la gestion des rejets atmosphériques (art. 38 et 42).</p> <p>Les mesures de prévention mises en place pour réduire les nuisances acoustiques (art. 44).</p> <p>Le programme de surveillance des émissions (art. 56).</p>		<p>Une étude paysagère est présentée en annexe 2.5 de la Partie 1</p> <p>Le plan général des stockages est tenu à jour par l'exploitant.</p> <p>La liste des produits dangereux est donnée dans le dossier d'enregistrement et l'exploitant tiendra une liste de produits dangereux à jour avec les fiches de données de sécurité correspondantes.</p> <p>(voir annexe 2.2 de la Partie 1)</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p>Le type de réseau de surveillance, le nombre de relevés par point de mesure, la durée d'exposition et les périodes de l'année au cours desquelles les points de mesures sont relevés (art. 57)</p> <p>L'exploitant établit, date et tient à jour un dossier d'exploitation comportant les documents suivants :</p> <p>La copie des documents informant le préfet des modifications apportées à l'installation.</p> <p>Les résultats des mesures sur les effluents (art. 58 et 59), le bruit (art. 52) et l'air (art. 57) sur les cinq dernières années.</p> <p>Le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées, pour les installations appelées à fonctionner plus de six mois.</p> <p>Le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (art. 11).</p> <p>Les fiches de données de sécurité des produits dangereux présents dans l'installation (art. 12).</p> <p>Les rapports de vérifications périodiques (art. 13 et 20).</p> <p>Les éléments justifiant de l'entretien et de la vérification des installations (art. 16).</p> <p>Les consignes d'exploitation (art. 19).</p> <p>Le registre d'entretien et de vérification des systèmes de relevage autonomes (art. 21-III).</p> <p>Le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau (art. 24).</p> <p>Le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (art. 35).</p> <p>Les registres des déchets (art. 54 et 55).</p>		

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p>Ces dossiers (dossier d'enregistrement et dossier d'exploitation) sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, le cas échéant, en tout ou partie, sous format informatique.</p>		
<p><b>Article 5</b></p> <p>Les installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange sont implantées à une distance minimale de 20 mètres des limites du site.</p> <p>Les zones de stockage sont, à la date de délivrance de l'arrêté préfectoral, implantées à une distance d'éloignement de 20 mètres des constructions à usage d'habitation ou des établissements destinés à recevoir des personnes sensibles (hôpital, clinique, maison de retraite, école, collège, lycée et crèche).</p> <p>Toutefois, pour les installations situées en bord de voie d'eau ou de voie ferrée, lorsque celles-ci sont utilisées pour l'acheminement de produits ou déchets, cette distance est réduite à 10 mètres et ne concerne alors que les limites autres que celles contiguës à ces voies.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• aux installations et les zones de stockage fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ;</li> <li>• aux installations existantes telles que définies à l'article 1er.</li> </ul>	<p>Plan d'implantation des installations. Y figureront notamment les zones imperméabilisées.</p>	<p>Le plan d'implantation des installations du site est disponible en PJ n°3.</p> <p>Les installations seront implantées à une distance de 20 mètres minimum des limites du site.</p> <p>Aucune habitation ni aucun établissement destiné à recevoir des personnes sensibles n'est présent dans un rayon de 20 mètres autour du site.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p>Les distances ci-dessus sont celles figurant sur le plan prévu au 3° de l'article R. 512-46-4 du code de l'environnement.</p>		
<p><b>Articles 6</b></p> <p>L'exploitant adopte, les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :</p> <p>Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées.</p> <p>Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.</p> <p>Les surfaces où cela est possible sont végétalisées.</p> <p>Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</p> <p>Les produits minéraux ou les déchets non dangereux inertes entrants, sortants ou en transit sont préférentiellement acheminés par voie d'eau ou par voie ferrée, dès lors que ces voies de transport sont voisines et aménagées à cet effet.</p> <p>L'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.). Y sont également précisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.), ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements prévus par l'exploitant ;</li> </ul>	<p>Notice récapitulant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport ou de manipulation de matériaux (circulation, envol de poussières, bruit, etc.), les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, etc.) des matériaux.</p>	<p>Pour limiter la génération de poussières, les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules seront aménagées et convenablement nettoyées.</p> <p>En cas de besoin, les pistes non revêtues seront humidifiées pour limiter le soulèvement des poussières sous l'effet des véhicules et du vent.</p> <p>La vitesse de circulation sera limitée à 20 km/h pour éviter au maximum la remise en suspension des particules.</p> <p>Une partie des matériaux pourra transiter par les quais fluviaux de Conflans-Sainte-Honorine sur l'Oise puis être acheminée par camion jusqu'au site.</p> <p>Pour le transport des matériaux les plus fins, les camions pourront être bâchés en période sèche.</p> <p>De plus des mesures annuelles seront réalisées sur site.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<ul style="list-style-type: none"> <li>• la liste des pistes revêtues ;</li> <li>• les dispositions prises en matière d'arrosage des pistes ;</li> <li>• les éléments technico-économiques justifiant l'impossibilité d'utiliser les voies de transport mentionnées ci-dessus.</li> </ul> <p>Pour les produits de faible granulométrie inférieure ou égale à 5 mm, en fonction de l'humidité des produits ou des déchets, les camions entrants ou sortants du site sont bâchés si nécessaire.</p>		
<p><b>Article 7</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, notamment pour améliorer l'intégration paysagère des équipements ou des stocks de grande hauteur. Il les précise dans son dossier de demande d'enregistrement. Cette disposition ne s'applique pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p> <p>Les points d'accumulation de poussières, tels que les superstructures ou les contreventements, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.</p>	<p>Descriptions des mesures prévues</p>	<p>Le projet n'engendre pas de nouvelles constructions. Il consiste à reconfigurer des activités sur le site actuel.</p> <p>Le site est entouré d'arbres qui forment un écran végétal aux activités du site. Une étude paysagère est jointe en annexe 2.5 de la Partie 1.</p> <p>Les stocks auront une hauteur maximum de 5 m.</p> <p>L'ensemble des installations sera tenu en bon état de propreté.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<b>Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions</b>		
<b>Section I : Généralités</b>		
<p><b>Article 8</b></p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>	<p>Description du système de surveillance.</p> <p>Désignation et qualité de la personne ayant en charge la surveillance de l'exploitation.</p>	<p>La personne ayant en charge la surveillance quotidienne de l'exploitation du site est le responsable de site. Il effectue une revue quotidienne du fonctionnement du site par observation visuelle et échanges avec les agents du site. Il déclenche les procédures d'urgence en cas d'accidents ou d'incidents.</p> <p>L'accès aux installations est interdit à toute personne non autorisée.</p> <p>Les portails et portillons sont tous fermés à clé lors des horaires de fermeture du site.</p>
<p><b>Article 9</b></p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de poussières.</p>	<p>Dispositions prévues</p>	<p>Les locaux seront maintenus propres via un contrat d'entretien</p>
<p><b>Article 10</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques, sont susceptibles d'être à l'origine d'un accident pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque et précise leur localisation par une signalisation adaptée et compréhensible.</p>	<p>Recensement des parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre.</p> <p>Détermination de la nature des risques en fonction des produits et des quantités stockés.</p> <p>Plan général du site sur lequel sont reportées les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p>	<p>Aucune zone de l'installation n'est identifiée comme susceptible d'être à l'origine d'un sinistre. Les matériaux reçus sur le site sont incombustibles et inertes.</p> <p>Seule la cuve de GNR peut présenter un risque de pollution. Elle sera cependant double peau avec cuve de rétention.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p>L'exploitant dispose d'un plan général du site sur lequel sont reportées les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p> <p>Les silos et réservoirs sont conçus pour pouvoir résister aux charges auxquelles ils pourraient être soumis (vent, neige, etc.).</p>		
<p><b>Article 11</b></p> <p>L'exploitant identifie, dans son dossier de demande d'enregistrement, les produits dangereux détenus sur le site.</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>En cas de présence de telles matières, l'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant identifie, dans son dossier de demande d'enregistrement, les produits dangereux détenus sur le site.</p>	<p>Plan général des stockages</p> <p>Nature et quantité maximale des produits détenus</p>	<p>Le plan général des stockages est tenu à jour par l'exploitant.</p> <p>Une cuve de 3000 L de GNR sera présente sur le site dans un container étanche.</p> <p>La liste des produits dangereux est donnée dans le dossier d'enregistrement.</p>
<p><b>Article 12</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>	<p>Liste des produits dangereux et leur fiche de données sécurité.</p>	<p>Le cas échéant, l'exploitant tiendra une liste de produits dangereux à jour avec les fiches de données de sécurité correspondantes.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<b>Section II : Tuyauteries de fluides</b>		
<p><b>Article 13 (tuyauteries)</b></p> <p>Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement repérées, entretenues et contrôlées.</p> <p>Les flexibles utilisés lors des transferts sont entretenus et contrôlés. En cas de mise à l'air libre, l'opération de transvasement s'arrête automatiquement.</p> <p>Les tuyauteries transportant des produits pulvérulents sont maintenues en bon état. Elles résistent à l'action abrasive des produits qui y transitent.</p>	<p>Plan des tuyauteries de fluides dangereux, insalubres ou de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être et matériaux constitutifs des canalisations.</p> <p>Périodicité des contrôles envisagée.</p>	<p>L'activité ne produit pas de fluides dangereux.</p>
<b>Section III : Comportement au feu des locaux</b>		
<p><b>Articles 14 (résistance au feu)</b></p> <p>Les locaux à risque incendie, identifiés à l'article 10, présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• murs extérieurs REI 60 ;</li> <li>• murs séparatifs E 30 ;</li> <li>• planchers/sol REI 30 ;</li> <li>• portes et fermetures EI 30 ;</li> <li>• toitures et couvertures de toiture R 30.</li> </ul> <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines, de canalisations ou de convoyeurs, etc.) sont munies de</p>	<p>Plan détaillé des locaux à risque incendie et description des dispositions constructives de résistance au feu.</p>	<p>Aucun local ou bâtiment n'est considéré comme étant à risque incendie.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p>dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ;</li> <li>• aux installations existantes telles que définies à l'article 1<sup>er</sup>.</li> </ul>		
<b>Section IV : Dispositions de sécurité</b>		
<p><b>Article 15</b></p> <p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès à l'installation pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>	<p>Plan et note descriptive des dispositions d'accessibilité prévues.</p>	<p>Les voiries sont dimensionnées pour des véhicules d'exploitation et conviennent donc également pour des engins de secours. L'accès au site pourra être ouvert par les pompiers.</p> <p>Les places de stationnement de véhicules ne gêneront pas la circulation des secours.</p>
<p><b>Article 16</b></p> <p>Les installations sont maintenues constamment en bon état d'entretien et nettoyées aussi souvent qu'il est nécessaire.</p> <p>Toutes les précautions sont prises pour éviter un échauffement dangereux des installations. Des appareils d'extinction appropriés ainsi que des dispositifs d'arrêt d'urgence sont disposés aux abords</p>	<p>Plan des installations.</p> <p>Schéma d'implantation des convoyeurs</p> <p>Entretien et nettoyage des installations, notamment par rapport à la question des poussières.</p>	<p>Les engins et installations (crible, concasseur, scalpeur) sont mobiles.</p> <p>Les engins font l'objet de vérifications périodiques consignées dans les livrets d'entretien.</p> <p>Les engins et installations sont équipés de dispositifs d'arrêt d'urgence.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p>des installations, entretenus constamment en bon état et vérifiés par des tests périodiques.</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 et recensées atmosphères explosibles, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ou, le cas échéant, aux dispositions réglementaires en vigueur. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p>		<p>Aucune zone de l'installation n'est recensée « atmosphère explosive ».</p> <p>Les installations sont conformes à la réglementation. Elles sont entretenues en bon état et vérifiées périodiquement.</p>
<p><b>Article 17</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;</li> <li>• d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite</li> </ul>	<p>Plan et note descriptive des dispositifs mis en place. Indiquer le type d'agent d'extinction prévu et la quantité.</p> <p>Justificatifs (débit, quantité d'eau disponibles et distances) attestant de la conformité et de la suffisance des moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>Accord des services d'incendie et de secours si les moyens disponibles sont inférieurs à ceux énoncés à l'article 17.</p>	<p>Le personnel du site est sensibilisé aux consignes de sécurité : interdiction de fumer, procédure d'alerte, numéros d'urgence, procédure d'évacuation.</p> <p>Une consigne spécifique sera rédigée.</p> <p>Les extincteurs portatifs présents sur le site servent de défense incendie.</p> <p>Chaque engin possède un extincteur dans sa cabine.</p>

<p><b>Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE</b></p>	<p><b>Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515</b></p>	<p><b>Justifications apportées pour le site LeBloc</b></p>
<p>de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.</p> <p>A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.</p> <p>Si les moyens de défense incendie sont moindres, l'exploitant est en mesure de présenter à l'inspection des installations classées, l'accord écrit des services d'incendie et de secours et les justificatifs attestant des moyens de défense incendie immédiatement disponibles demandés par ces mêmes services.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>		<p>De plus une borne incendie est située sous le pont de la N184 à moins de 100 mètres des clôtures du site.</p>
<p><b>Section V : Exploitation</b></p>		

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p><b>Article 18</b></p> <p>Dans les parties de l'installation recensées à risque en application de l'article 10, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.</p> <p>Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard d'exploitation, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>	<p>Consignes prévues</p> <p>Procédures relatives à la délivrance des permis de travail et des permis de feu</p>	<p>Les autorisations nécessaires seront requises conformément à la réglementation en vigueur.</p>
<p><b>Article 19</b></p> <p>Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p>	<p>Consignes d'exploitation prévues</p>	<p>Les consignes suivantes seront diffusées au personnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ;</li> </ul>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<ul style="list-style-type: none"> <li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ;</li> <li>• l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>• l'obligation du permis de travail pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>• les conditions de stockage des produits ou des déchets non dangereux inertes, telles que les précautions à prendre pour éviter leurs chutes ou éboulements afin, notamment, de maintenir la largeur des voies de circulation à leur valeur requise et ne pas gêner au-delà des limites de propriété ;</li> <li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations et convoyeurs ;</li> <li>• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>• les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues dans le présent arrêté ;</li> <li>• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>• les modes opératoires ;</li> <li>• la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li> <li>• les instructions de maintenance et nettoyage y compris celles des éventuelles structures supportant les stockages ;</li> <li>• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• les conditions de stockage des produits ou des déchets non dangereux inertes, telles que les précautions à prendre pour éviter leurs chutes ou éboulements afin, notamment, de maintenir la largeur des voies de circulation à leur valeur requise et ne pas gêner au-delà des limites de propriété ;</li> <li>• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours ;</li> <li>• les modes opératoires ;</li> <li>• la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li> <li>• les instructions de maintenance et de nettoyage, y compris celles des éventuelles structures supportant les stockages ;</li> <li>• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul> <p>Une formation sur les risques et la conduite en cas d'incident et d'accident est dispensée à chaque nouveau salarié lors de sa prise de poste. Des rappels sont faits régulièrement par le chef de site.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p>Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé.</p> <p>Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie.</p>		
<p><b>Article 20</b></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des dispositifs permettant de prévenir les surpressions.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>	Liste des matériels soumis à maintenance.	Les extincteurs portatifs sont contrôlés tous les ans.
<b>Section VI : Pollutions accidentelles</b>		
<p><b>Article 21</b></p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p>	Schémas cotés et calculs des capacités de rétention des stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.	La Cuve de GNR sera équipée d'une double enveloppe avec rétention.

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• Dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• Dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li> </ul> <p><b>II.</b> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées aux paragraphes I et II du présent article. Tout nouveau réservoir installé sous le niveau du sol est à double enveloppe.</p> <p><b>III.</b> Rétention et confinement.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p> <p>Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris</p>	<p>Schémas cotés et calculs des capacités de rétention des eaux d'extinction des aires et locaux de stockage ou de manipulation des adjuvants et des matières dangereuses.</p>	<p>En ce qui concerne les eaux d'incendie en cas de sinistre, celles-ci suivront le même cheminement que les eaux de pluie et seront alors stockées dans les bassins tampon des eaux pluviales dont la sortie peut être bloquée à l'aide d'une vanne manuelle. Les eaux d'incendie ainsi stockées pourront être récupérées et traitées de façon spécifique.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc						
<p>les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Du volume des matières stockées ;</li> <li>• Du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;</li> <li>• Du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li> <li>• Du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :</p> <table border="1" data-bbox="125 970 902 1139"> <tbody> <tr> <td>Matières en suspension totales</td> <td>35 mg/l</td> </tr> <tr> <td>DCO (sur effluent non décanté)</td> <td>125 mg/l</td> </tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td> <td>10 mg/l</td> </tr> </tbody> </table> <p><b>IV. - Isolement des réseaux d'eau.</b></p> <p>Le circuit nécessaire à la réutilisation des eaux industrielles telle que prévue au dernier alinéa de l'article 23 est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de</p>	Matières en suspension totales	35 mg/l	DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l	Hydrocarbures totaux	10 mg/l		
Matières en suspension totales	35 mg/l							
DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l							
Hydrocarbures totaux	10 mg/l							

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
l'installation, en cas de rejet accidentel des eaux réutilisées, est prévu.		
<b>Chapitre III : Emissions dans l'eau</b>		
<b>Section I : Principes généraux</b>		
<p><b>Article 22</b></p> <p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus.</p> <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>	<p>Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau, il précise le nom du cours d'eau, le nom de la masse d'eau ainsi que le point kilométrique de rejet. Il indique si le rejet est effectué dans une zone sensible telle que définie en application de l'article R. 211-94 du code de l'environnement. Les objectifs de qualité et de quantité sont fixés dans les SAGE, les SDAGE et les programmes de mesures fixés au niveau de chaque bassin hydrographique. Ces données et documents sont disponibles auprès des agences de l'eau.</p> <p>Le flux généré par l'installation pour les paramètres visés à l'article 33 ne doit pas être supérieur à 10 fois le flux acceptable par le milieu. Pour chacun des paramètres de l'article 37, le calcul issu de la formule suivante doit être fourni.</p> $10\% \times NQ_{\text{paramètre}} \times \text{Débit-d'étiage-du-cours-d'eau} \times (VLE \times \text{Débit-maximal-de-rejet-industriel})$ <p>Les NQe pour les différents paramètres sont disponibles dans l'arrêté du 25 janvier 2010 et dans la circulaire du 7 mai 2007.</p> <p>Le débit d'étiage (QMNA5) est disponible sur le site Internet : <a href="http://www.hydro.eaufrance.fr">http://www.hydro.eaufrance.fr</a> ou</p>	<p>Les eaux pluviales seront collectées par des fossés ou réseaux souterrains et rejetées dans des bassins tampon et un déboureur/déshuileur avant rejet en Seine suivant un débit maximal autorisé</p> <p>Les eaux usées seront directement rejetées en Seine après traitement par une unité de traitement des eaux (microstation d'épuration)</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
	<p>auprès des agences de l'eau. Les VLE sont fixées à l'article 37 du présent arrêté.</p> <p>Lorsque le rejet s'effectue dans une STEP, il précise le nom de la STEP. Sous réserve de la fourniture de l'autorisation de déversement dans le dossier d'enregistrement ou à défaut de l'autorisation, une lettre du gestionnaire de la STEP indiquant l'acceptation des effluents, l'installation est alors considérée conforme aux exigences de cet article.</p>	
<b>Section II : Prélèvements et consommation d'eau</b>		
<p><b>Article 23</b></p> <p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p> <p>Le prélèvement maximum effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans toutefois dépasser :</p> <p>75 m<sup>3</sup>/h ni 75 000 m<sup>3</sup>/an pour les installations dont la puissance est supérieure à 200 kW mais inférieure ou égale à 550 kW ;</p> <p>200 m<sup>3</sup>/h ni 200 000 m<sup>3</sup>/an pour les installations dont la puissance est supérieure à 550 kW.</p> <p>L'utilisation et le recyclage des eaux pluviales non polluées sont privilégiés dans les procédés d'exploitation, de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes, etc. pour limiter et réduire le plus possible la consommation d'eau.</p> <p>Les eaux industrielles sont intégralement réutilisées. Les rejets des eaux industrielles à l'extérieur du site sont interdits.</p>	<p>Plan d'implantation et note descriptive des forages et/ou prélèvements</p> <p>Justifier que le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L.211-2 du code de l'environnement (zone de répartition des eaux, ZRE). Ces zones sont fixées par arrêté préfectoral et disponibles en Préfecture.</p> <p>Indication du volume maximum de prélèvement journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel</p>	<p>Aucun forage ou prélèvement d'eau dans le milieu naturel n'est présent sur le site.</p> <p>Le site se trouve dans la ZRE de l'Albien.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p><b>Article 24</b></p> <p>L'exploitant indique, dans son dossier d'enregistrement, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces relevés sont enregistrés et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas l'écoulement normal des eaux et n'entravent pas les continuités écologiques.</p>	<p>Plan et dispositions prises pour l'installation et l'utilisation des ouvrages de prélèvement.</p>	<p>Aucun forage ou prélèvement d'eau dans le milieu naturel n'est présent sur le site.</p> <p>Le site est alimenté en eau potable par le réseau public de distribution d'eau potable de la commune de Conflans-Sainte-Honorine.</p>
<p><b>Article 25</b></p> <p>Lors de la réalisation de forages, toutes dispositions sont prises pour ne pas mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p>	<p>Plan d'implantation et note descriptive des forages et de leurs équipements.</p>	<p>Aucun forage n'est présent sur le site ni envisagé.</p>
<p><b>Section III : Collecte et rejet des effluents liquides</b></p>		

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p><b>Article 26</b></p> <p>La collecte des effluents s'effectue par deux types d'ouvrages indépendants : les fossés de drainage pour les eaux non polluées et les réseaux équipés de tuyauteries pour les autres effluents.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les eaux résiduaires rejetées par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux équipés de tuyauteries de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Le plan des ouvrages de collecte des effluents fait apparaître les types d'ouvrages (fossés ou canalisations), les secteurs collectés, le sens d'écoulement, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc. Il est conservé dans le dossier de demande d'enregistrement, daté et mis à jour en tant que de besoin.</p>	<p>Plan des réseaux de collecte des effluents ; distinction des fossés des réseaux de tuyauterie.</p>	<p>Le plan des réseaux pour les eaux de pluie et eaux usées est disponible en PJ n°3.</p>
<p><b>Article 27</b></p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au</p>	<p>Plan des points de rejet.</p>	<p>Le point de rejet en Seine est identifié en PJ n°3</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.		
<p><b>Article 28</b></p> <p>Sur chaque tuyauterie de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).</p> <p>Les points de mesure sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Plan comprenant la position des points de prélèvements.</p>	<p>Deux points de prélèvements sont prévus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 en sortie du déboureur/déshuileur après les bassins tampon (voir plan PJ n°3),</li> <li>• 1 au niveau de la sortie de la microstation après traitement des eaux usées le cas échéant.</li> </ul>
<p><b>Article 29</b></p> <p>Les eaux pluviales non polluées tombées sur des aires non imperméabilisées, telles que sur des stocks de matériaux ou de déchets non dangereux inertes, sont drainées par des fossés. La circulation des engins ne pollue pas les eaux de ces fossés.</p> <p>Ces eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées dans le sol.</p> <p>Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées.</p>	<p>Indication du milieu dans lequel les eaux pluviales sont rejetées.</p> <p>Plan des réseaux et des dispositifs de traitement.</p> <p>Note justifiant leurs dimensionnements.</p>	<p>Les eaux pluviales de toiture non polluées sont collectées puis récupérées dans les bassins tampon puis rejetée avec un débit régulé à la Seine.</p> <p>Les eaux pluviales de ruissellement de plateforme dites chargées sont quant à elle collectées et décantées puis envoyées dans des bassins tampon avant rejet avec un débit régulé en Seine.</p> <p>Les bassins ont été dimensionnés pour contenir l'équivalent d'une pluie décennale et son débit de</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p>Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence.</p> <p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces imperméables du site (voiries, aires de parkings, par exemple), en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</p> <p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, l'autorisation de déversement prévue à l'article L. 1331-10 du code de la santé publique fixe notamment le débit maximal.</p> <p>Les eaux pluviales polluées (EPp) ne peuvent être rejetées au milieu naturel que sous réserve de respecter les objectifs de qualité et les valeurs limites d'émission fixés par le présent arrêté. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p>		<p>fuite a été calculé pour être conforme à un maximum de 10 % du QMNA5 de la Seine.</p> <p>-D'après la banque Hydro, le QMNA5 de la Seine à Paris est d'environ <b>112 m<sup>3</sup>/s</b>,</p> <p>-Le débit maximum journalier de rejet sera de <b>1,9.10<sup>-3</sup> m<sup>3</sup>/s</b> depuis le bassin.</p> <p>Le débit maximum de rejet en cas de pluie décennale est bien inférieur à 10% du QMNA5 de la Seine (11,2 m<sup>3</sup>/s).</p> <p>Le plan des réseaux est disponible en PJ n°3.</p> <p>Les engins sont régulièrement entretenus de façon à n'engendrer aucune fuite de carburant susceptible de polluer les eaux des fossés.</p>
<p><b>Article 30</b></p> <p>Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.</p>	<p>Dispositions prévues pour la gestion de chaque type d'effluent.</p> <p>Informations hydrogéologiques sur l'existence et la vulnérabilité d'éventuelles nappes.</p>	<p>Aucun rejet ne se fait vers les eaux souterraines.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<b>Section IV : Valeurs limites de rejet</b>		
<b>Article 31</b> La dilution des effluents est interdite.	Dispositions prévues	Sans Objet
<b>Article 32</b> Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel. L'exploitant justifie, dans son dossier d'enregistrement, que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10e du débit moyen interannuel du cours d'eau. La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5. La modification de couleur du milieu récepteur (cours d'eau, lac, étang, canal), mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l. Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas en dehors de la zone de mélange : <ul style="list-style-type: none"> <li>• une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et de 2 °C pour les eaux conchyliques ;</li> <li>• une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ;</li> <li>• un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6/9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5/8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7/9 pour les eaux conchyliques ;</li> </ul>	Préciser le débit max. des rejets, la température de rejet, si le rejet se fait dans le milieu naturel ou en STEP. Note justifiant le respect du critère de rejet si rejet au milieu naturel	Le débit moyen interannuel de la Seine est d'environ <b>312 m³/s</b> . Le débit maximum journalier de rejet des eaux pluviales sera de <b>1,9.10<sup>-3</sup> m³/s</b> depuis le bassin. Les rejets respecteront les prescriptions du présent arrêté ministériel.

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc																
<ul style="list-style-type: none"> <li>un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchylicoles.</li> </ul> <p>Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer.</p>																		
<p><b>Article 33</b></p> <p>Les eaux pluviales polluées (EPp) rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>matières en suspension totales : 35 mg/l ;</li> <li>DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ;</li> <li>hydrocarbures totaux : 10 mg/l.</li> </ul> <p>Pour chacun de ces polluants, le flux maximal journalier est précisé dans le dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p><b>Article 34</b></p> <p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement est établie par le(s) gestionnaire(s) du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</p> <p>Sous réserve de l'autorisation de raccordement à la station d'épuration, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie du site ne dépassent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>MEST : 600 mg/l ;</li> </ul>	<p>Préciser les polluants parmi ceux listés aux articles 33 et 34 et les flux journaliers associés rejetés en fournissant un tableau du type :</p> <table border="1" data-bbox="936 707 1509 932"> <thead> <tr> <th>Type de polluants</th> <th>VLE imposée</th> <th>Débit</th> <th>Flux</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td> </td> <td> </td> <td> </td> <td> </td> </tr> <tr> <td> </td> <td> </td> <td> </td> <td> </td> </tr> <tr> <td> </td> <td> </td> <td> </td> <td> </td> </tr> </tbody> </table> <p>L'exploitant justifie de l'adéquation du ou des traitement(s) prévu(s) avec la nature et le flux de pollution générée. L'exploitant justifie le cas échéant que l'installation de pré-traitement et /ou de traitement internes à l'installation ont un rendement épuratoire suffisant.</p> <p>Elaboration du programme de surveillance des émissions en application des articles 56 et 58.</p>	Type de polluants	VLE imposée	Débit	Flux													<p>Des mesures seront mises en place dans la gestion des eaux afin que les eaux pluviales potentiellement polluées respectent les valeurs limites de concentration.</p> <p>Le dimensionnement des installations de traitement des eaux pluviales a été fait en tenant compte des objectifs de qualité : bassins d'orage permettant aux eaux de décanter limitant ainsi les MEST puis elles passeront par un séparateur hydrocarbures afin de retenir MEST et hydrocarbures.</p>
Type de polluants	VLE imposée	Débit	Flux															

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<ul style="list-style-type: none"> <li>• DCO : 2 000 mg/l ;</li> <li>• hydrocarbures totaux : 10 mg/l.</li> </ul> <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.</p> <p>Sauf dispositions contraires, les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p>		
<b>Section V : Traitement des effluents</b>		
<p><b>Article 35</b></p> <p>Les installations de traitement sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter.</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier d'exploitation pendant cinq années.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.</p> <p>Les dispositifs de traitement sont correctement entretenus. Ils sont vidangés et curés régulièrement à une fréquence permettant d'assurer leur bon fonctionnement. En tout état de cause, le report de ces opérations de vidange et de curage ne pourra pas excéder deux ans.</p>	<p>Description des installations de traitement et/ou des installations de pré-traitement et présentation du programme de surveillance des installations de traitement et /ou de pré-traitement</p>	<p>Pour la gestion des eaux usées issues du bâtiment administratif, il est prévu l'installation d'une microstation d'assainissement autonome.</p> <p>Le cas échéant, cette-dernière sera entretenue régulièrement.</p> <p>Les eaux de pluie passent par des bassins tampon puis un débourbeur/déshuileur. Ces installations sont régulièrement nettoyées et entretenues.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p>Un dispositif permettant l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales polluées est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement.</p> <p>Lors de la vidange, une vérification du bon fonctionnement du dispositif d'obturation est également réalisée. Les fiches de suivi du nettoyage du dispositif de traitement ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>		
<p><b>Article 36</b></p> <p>L'épandage des boues, déchets, effluents ou sous-produits est interdit.</p>	Absence d'épandage	Aucun épandage ne sera réalisé.
<p><b>Chapitre IV : Emissions dans l'air</b></p>		
<p><b>Section I : Généralités</b></p>		
<p><b>Article 37</b></p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. À ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.</p> <p>Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de</p>	Plan et note descriptive des dispositions prises pour le captage des poussières et le stockage des produits pulvérulents	La circulation des engins, le chargement/déchargement des matériaux et le traitement physique des matériaux sont les activités susceptibles de générer des émissions de poussières diffuses. Un arrosage des matériaux est réalisé si nécessaire (temps sec notamment). Les pistes sont pour la majorité en béton et peuvent également être arrosées si nécessaire.

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p>l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières. En fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes, les opérations de chargement ou de déchargement nécessitent des dispositifs empêchant l'émission de poussières, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• capotage et aspiration raccordée à une installation de traitement des effluents ;</li> <li>• brumisation ;</li> <li>• système adaptant la hauteur de la chute libre lors des déversements.</li> </ul> <p>Lorsque les stockages des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.</p> <p>Lorsque les zones de stockage sont classées au titre de la rubrique n° 2516 de la nomenclature des installations classées, les produits minéraux ou déchets non dangereux inertes pulvérulents sont stockés dans des silos ou réservoirs étanches.</p> <p>Ils doivent être également munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces contenants doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère.</p> <p>Les opérations de transvasements des produits minéraux ou déchets non dangereux inertes pulvérulents sont réalisées par tuyauteries ou flexibles étanches ou plus généralement tout dispositif ne permettant pas l'émission de poussières.</p> <p>Les tuyauteries et flexibles utilisés devront avoir été purgés avant mise à l'air libre.</p>		
<p><b>Section II : Rejets à l'atmosphère</b></p>		

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p><b>Article 38</b></p> <p>Les points de rejet sont en nombre aussi réduits que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie dans son dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Les émissions canalisées sont rejetées à l'atmosphère, après traitement, de manière à limiter le plus possible les rejets de poussières. La forme des conduits est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère.</p>	<p>Plan des points de rejet canalisé, s'il y a lieu.</p> <p>Mesures prévues pour les émissions diffuses</p>	<p>Pas de rejets canalisés.</p>
<p><b>Article 39</b></p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.</p> <p>Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.</p>	<p>Plan des points de mesures</p> <p>Nombre de points de mesure et conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités afin d'assurer une surveillance de la qualité de l'air ou des retombées des poussières.</p> <p>Modalités d'obtention des informations relatives à la vitesse et la direction du vent.</p>	<p>Le plan de l'emplacement des points de mesure et la description afférente sont présents dans l'annexe 2.5 de la Partie 1</p> <p>Les données météorologiques sont issues de la station de Pontoise Aéroport à Corneil.</p> <p>Les sources d'émission de poussières correspondent aux stocks et aux voies de circulation (voir plans en PJ n°3).</p>

<p><b>Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE</b></p>	<p><b>Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515</b></p>	<p><b>Justifications apportées pour le site LeBloc</b></p>
<p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ;</li> <li>• implantées sur une exploitation de carrière qui réalise une surveillance environnementale selon les prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière.</li> </ul>		
<p><b>Articles 40</b></p> <p>Lorsque les émissions canalisées de poussières proviennent d'émissaires différents, les valeurs limites applicables à chaque rejet sont déterminées, le cas échéant, en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés.</p> <p>Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm<sup>3</sup>), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15° Kelvin) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p>	<p>Dispositions prévues</p> <p>Plan repérant les sources d'émission de poussières diffuses (installations, pistes, stocks, convoyeur, lieux de chargement ou déchargement, etc....)</p>	<p>La circulation des engins, le chargement/déchargement des matériaux et le traitement physique des matériaux sont les activités susceptibles de générer des émissions de poussières diffuses.</p> <p>Les voies de circulation ainsi que les aire de stockage et de manipulation des matériaux sont représentés sur le plan disponible en PJ n°3.</p> <p>Un arrosage des matériaux est réalisé si nécessaire (temps sec notamment).</p> <p>Les pistes sont pour la majorité en enrobé et peuvent également être arrosées.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p>Les concentrations en poussières sont exprimées en milligrammes par mètre cube (<math>\text{mg}/\text{Nm}^3</math>) sur gaz sec.</p> <p><b>Article 41</b></p> <p>Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW : <math>20 \text{ mg}/\text{Nm}^3</math> ;</li> <li>• pour les autres installations : <math>40 \text{ mg}/\text{Nm}^3</math> pour les installations existantes, <math>30 \text{ mg}/\text{Nm}^3</math> pour les installations nouvelles.</li> </ul> <p>Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté.</p> <p>Pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW, l'exploitant met en œuvre, selon la puissance d'aspiration des machines, les dispositions suivantes :</p> <p>a) Capacité d'aspiration supérieure à <math>7\,000 \text{ m}^3/\text{h}</math>.</p> <p>La part de particules PM10 est mesurée lors de chaque prélèvement aux moyens d'impacteurs.</p> <p>Sous réserve du respect des dispositions relatives à la santé au travail, les périodes de pannes ou d'arrêt des dispositifs de dépoussièremment pendant lesquelles les teneurs en poussières de l'air rejeté dépassent <math>20 \text{ mg}/\text{Nm}^3</math> sont d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.</p> <p>En aucun cas, la teneur de l'air dépoussiéré ne peut dépasser la valeur de <math>500 \text{ mg}/\text{Nm}^3</math> en poussières. En cas de dépassement de</p>		<p>Le site respectera la valeur limite de poussière émise de <math>30 \text{ mg}/\text{Nm}^3</math>.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p>cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.</p> <p>b) Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>Un entretien a minima annuel permettant de garantir la concentration maximale de 20 mg/Nm<sup>3</sup> apportée par le fabricant est à réaliser sur ces installations. La périodicité et les conditions d'entretien sont documentées par l'exploitant. Les documents attestant de cet entretien sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p> <p><b>Article 42</b></p> <p>Les contrôles des rejets de poussières, effectués selon :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la norme NF X 44-052 (2002) pour les mesures de concentrations de poussières supérieures à 50 mg/m<sup>3</sup> ;</li> <li>• la norme NF EN 13284-1 (2002) pour celles inférieures à 50 mg/m<sup>3</sup> ;</li> <li>• la norme NF EN ISO 23210 (2009) pour la part de particules PM10,</li> </ul> <p>sont réputés garantir le respect des exigences réglementaires définies au 4e alinéa de l'article 39 du présent arrêté. Ces contrôles sont réalisés par un organisme agréé.</p>		<p>Les contrôles de rejets de poussière suivront la norme NF EN 13284-1 et seront réalisés par un organisme agréé indépendant.</p>
<b>Chapitre V : Emissions dans les sols</b>		
<p><b>Article 43</b></p> <p>Les rejets directs dans les sols sont interdits.</p>	<p>Justification relative à l'absence de rejets directs d'effluents dans le sol</p>	<p>Aucun rejet d'effluent n'est réalisé dans le sol.</p>
<b>Chapitre VI : Bruit et vibrations</b>		

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc									
<p><b>Article 44</b></p> <p>Les bruits émis par les installations sont réduits au maximum. Les installations sont, en tant que de besoin, soit installées dans des encoffrements avec des dispositifs de traitement des poussières et des calories, soit capotées au maximum ou équipées de tout autre moyen équivalent.</p> <p>La livraison des matières premières et l'expédition des produits se font préférentiellement en période diurne.</p> <p><b>Article 45</b></p> <p>Les mesures d'émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté.</p> <p>Sous réserve de dispositions plus contraignantes définies dans les documents d'urbanisme ou de plans de prévention du bruit, les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau 1 suivant :</p> <p><b>Tableau 1. - Niveaux d'émergence</b></p> <table border="1" data-bbox="129 986 904 1412"> <thead> <tr> <th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th> <th>EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</th> <th>EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td> <td>6 dB(A)</td> <td>4 dB(A)</td> </tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB(A)</td> <td>5 dB(A)</td> <td>3 dB(A)</td> </tr> </tbody> </table>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	<p>Description des dispositions pour limiter le bruit et les vibrations</p> <p>Description des modalités de surveillance et contrôle des niveaux de bruit émis par les installations et de l'évaluation de l'émergence</p>	<p>Les bruits et vibrations recensés pour l'activité du site sont ceux émis par les engins et équipements/installations utilisés sur le site. Les dispositions suivantes visent à limiter les émissions acoustiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les engins sont conformes à un type homologué et font l'objet de contrôles périodiques ;</li> <li>• Les véhicules effectuent les opérations de déchargement et de chargement des matériaux moteur au ralenti, les phases d'attente étant réalisées quant à elles moteur à l'arrêt ;</li> <li>• Aucune opération n'est réalisée en période nocturne, de 22h à 7h.</li> </ul> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), est interdit, sauf en cas de prévention et de signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>Le site se conformera aux seuils en limite de propriété et aux valeurs d'émergence réglementaires.</p> <p>(voir annexe 2.3 de la Partie 1)</p>
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)									
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)									

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Pour les installations appelées à ne fonctionner que sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois, les niveaux limites de bruit prévus à l'alinéa précédent s'appliquent sous réserve de dispositions plus contraignantes prévues par les documents d'urbanisme ou les plans de prévention du bruit.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies au point 1.9 de l'annexe I du présent arrêté.</p> <p><b>Article 46</b></p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p><b>Article 47</b></p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p>		

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc																
<p>Les cribles, sauterelles-cribleuses ou toutes autres installations sources de bruit par transmission solidienne sont équipées de dispositifs permettant d'absorber des chocs et des vibrations ou de tout autre équipement permettant d'isoler l'équipement du sol.</p> <p><b>Article 48</b></p> <p>La vitesse particulière des vibrations émises est mesurée selon la méthode définie à l'article 51 du présent arrêté.</p> <p>Sont considérées comme sources continues ou assimilées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>toutes les machines émettant des vibrations de manière continue ;</li> <li>les sources émettant des impulsions à intervalles assez courts sans limitation du nombre d'émissions.</li> </ul> <p>Les valeurs limites applicables à chacune des trois composantes du mouvement vibratoire sont les suivantes :</p> <p><b>Tableau 2. - Valeurs limites des sources continues ou assimilées</b></p> <table border="1" data-bbox="129 986 904 1278"> <thead> <tr> <th>FRÉQUENCES</th> <th>4 Hz - 8 Hz</th> <th>8 Hz - 30 Hz</th> <th>30 Hz - 100 Hz</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Constructions résistantes</td> <td>5 mm/s</td> <td>6 mm/s</td> <td>8 mm/s</td> </tr> <tr> <td>Constructions sensibles</td> <td>3 mm/s</td> <td>5 mm/s</td> <td>6 mm/s</td> </tr> <tr> <td>Constructions très sensibles</td> <td>2 mm/s</td> <td>3 mm/s</td> <td>4 mm/s</td> </tr> </tbody> </table> <p><b>Article 49</b></p>	FRÉQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz	Constructions résistantes	5 mm/s	6 mm/s	8 mm/s	Constructions sensibles	3 mm/s	5 mm/s	6 mm/s	Constructions très sensibles	2 mm/s	3 mm/s	4 mm/s		
FRÉQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz															
Constructions résistantes	5 mm/s	6 mm/s	8 mm/s															
Constructions sensibles	3 mm/s	5 mm/s	6 mm/s															
Constructions très sensibles	2 mm/s	3 mm/s	4 mm/s															

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc																
<p>Sont considérées comme sources impulsionnelles à impulsions répétées, toutes les sources émettant, en nombre limité, des impulsions à intervalles assez courts mais supérieurs à 1 s et dont la durée d'émissions est inférieure à 500 ms.</p> <p>Les valeurs limites applicables à chacune des trois composantes du mouvement vibratoire sont les suivantes :</p> <p><b>Tableau 3. - Valeurs limites des sources impulsionnelles</b></p> <table border="1" data-bbox="129 612 904 900"> <thead> <tr> <th>FRÉQUENCES</th> <th>4 Hz - 8 Hz</th> <th>8 Hz - 30 Hz</th> <th>30 Hz - 100 Hz</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Constructions résistantes</td> <td>8 mm/s</td> <td>12 mm/s</td> <td>15 mm/s</td> </tr> <tr> <td>Constructions sensibles</td> <td>6 mm/s</td> <td>9 mm/s</td> <td>12 mm/s</td> </tr> <tr> <td>Constructions très sensibles</td> <td>4 mm/s</td> <td>6 mm/s</td> <td>9 mm/s</td> </tr> </tbody> </table> <p>Quelle que soit la nature de la source, lorsque les fréquences correspondant aux vitesses particulières couramment observées pendant la période de mesure s'approchent de 0,5 Hz des fréquences de 8,30 et 100 Hz, la valeur limite à retenir est celle correspondant à la bande fréquence immédiatement inférieure. Si les vibrations comportent des fréquences en dehors de l'intervalle 4-100 Hz, il convient de faire appel à un organisme qualifié agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p><b>Article 50</b></p> <p>Pour l'application des limites de vitesses particulières, les constructions sont classées en trois catégories suivant leur niveau de résistance :</p>	FRÉQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz	Constructions résistantes	8 mm/s	12 mm/s	15 mm/s	Constructions sensibles	6 mm/s	9 mm/s	12 mm/s	Constructions très sensibles	4 mm/s	6 mm/s	9 mm/s		
FRÉQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz															
Constructions résistantes	8 mm/s	12 mm/s	15 mm/s															
Constructions sensibles	6 mm/s	9 mm/s	12 mm/s															
Constructions très sensibles	4 mm/s	6 mm/s	9 mm/s															

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<ul style="list-style-type: none"> <li>• constructions résistantes : les constructions des classes 1 à 4 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;</li> <li>• constructions sensibles : les constructions des classes 5 à 8 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 ;</li> <li>• constructions très sensibles : les constructions des classes 9 à 13 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 ;</li> </ul> <p>Les constructions suivantes sont exclues de cette classification :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les installations liées à la sûreté générale sauf les constructions qui les contiennent ;</li> <li>• les barrages, les ponts ;</li> <li>• les châteaux d'eau ;</li> <li>• les tunnels ferroviaires ou routiers et autres ouvrages souterrains d'importance analogue ;</li> <li>• les ouvrages portuaires tels que digues, quais et les ouvrages se situant en mer, notamment les plates-formes de forage,</li> </ul> <p>pour celles-ci, l'étude des effets des vibrations est confiée à un organisme qualifié. Le choix de cet organisme est approuvé par l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Article 51</b></p> <p><b>1. Eléments de base.</b></p> <p>Le mouvement en un point donné d'une construction est enregistré dans trois directions rectangulaires dont une verticale, les deux autres directions étant définies par rapport aux axes horizontaux de l'ouvrage étudié sans tenir compte de l'azimut.</p>		

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p>Les capteurs sont placés sur l'élément principal de la construction (appui de fenêtre d'un mur porteur, point d'appui sur l'ossature métallique ou en béton dans le cas d'une construction moderne).</p> <p><b>2. Appareillage de mesure.</b></p> <p>La chaîne de mesure à utiliser permet l'enregistrement, en fonction du temps, de la vitesse particulaire dans la bande de fréquence allant de 4 Hz à 150 Hz pour les amplitudes de cette vitesse comprises entre 0,1 mm/s et 50 mm/s. La dynamique de la chaîne est au moins égale à 54 dB.</p> <p><b>3. Précautions opératoires.</b></p> <p>Les capteurs sont complètement solidaires de leur support. Il faut veiller à ne pas installer les capteurs sur les revêtements (zinc, plâtre, carrelage...) qui peuvent agir comme filtres de vibrations ou provoquer des vibrations parasites si ces revêtements ne sont pas bien solidaires de l'élément principal de la construction. Il convient d'effectuer, si faire se peut, une mesure des agitations existantes, en dehors du fonctionnement de la source.</p> <p><b>Article 52</b></p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté, ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes :</p>		<p>Des campagnes de mesure du bruit seront réalisées à une fréquence annuelle. Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures pourra être trisannuelle.</p> <p>(voir annexe 2.3 de la Partie 1)</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p><b>1. Pour les établissements existants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la fréquence des mesures est annuelle ;</li> <li>• si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;</li> <li>• si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.</li> </ul> <p><b>2. Pour les nouvelles installations :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les premières mesures sont réalisées au cours des trois premiers mois suivant la mise en fonctionnement de l'installation ;</li> <li>• puis, la fréquence des mesures est annuelle ;</li> <li>• si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;</li> <li>• si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.</li> </ul> <p><b>3. Pour les installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois et pour lesquelles les distances d'isolement citées à l'article 5 ne sont pas applicables, une campagne de mesures est effectuée le premier mois.</b></p>		

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc																				
<b>Chapitre VII : Déchets</b>																						
<p><b>Article 53</b></p> <p>A l'exception de l'article 55, les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux déchets non dangereux inertes reçus pour traitement par l'installation.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;</li> <li>• trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;</li> <li>• s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets ;</li> <li>• s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</li> </ul> <p>De façon générale, l'exploitant organise la gestion des déchets dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations de destination et que les intermédiaires disposent des autorisation, enregistrement ou déclaration et agrément nécessaires.</p> <p><b>Article 54</b></p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p>	<p>Note décrivant le type, la nature, la quantité et le mode de traitement hors site des déchets produits, un tableau de ce type est fourni :</p> <table border="1" data-bbox="943 584 1505 1177"> <thead> <tr> <th>Type de déchets</th> <th>Codes des déchets (article R.541-8 du code de l'environnement)</th> <th>Nature des déchets</th> <th>Production totale (tonnage maximal annuel)</th> <th>Mode de traitement hors site</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Déchets non dangereux</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Déchets dangereux</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Type de déchets	Codes des déchets (article R.541-8 du code de l'environnement)	Nature des déchets	Production totale (tonnage maximal annuel)	Mode de traitement hors site	Déchets non dangereux					Déchets dangereux										<p>Voir paragraphe 5.5 Déchets dans l'annexe 2.2 de la Partie 1</p>
Type de déchets	Codes des déchets (article R.541-8 du code de l'environnement)	Nature des déchets	Production totale (tonnage maximal annuel)	Mode de traitement hors site																		
Déchets non dangereux																						
Déchets dangereux																						

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de valorisation ou d'élimination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ses déchets à un tiers.</p> <p><b>Article 55</b></p> <p>Les seuls déchets pouvant être réceptionnés sur l'emprise de l'installation sont des déchets non dangereux inertes tels que définis par l'arrêté du 6 juillet 2011 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Le brûlage à l'air libre est interdit.</p> <p>L'exploitant assure la traçabilité des déchets issus du traitement des installations.</p> <p>A ce titre, il tient à jour un registre reprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> </ul>		

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<ul style="list-style-type: none"> <li>le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>la quantité de déchets concernée ;</li> <li>la date et le lieu d'expédition des déchets.</li> </ul>		
<b>Chapitre VIII : Surveillance des émissions</b>		
<b>Section I : Généralités</b>		
<p><b>Article 56</b></p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 57 à 59. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur.</p> <p>Au moins une fois par an, les mesures portant sur les rejets liquides et gazeux sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées.</p> <p>L'inspection des installations classées peut prescrire tout prélèvement ou contrôle qu'elle pourrait juger nécessaire pour la protection de l'environnement. Les frais y afférents sont alors à la charge de l'exploitant.</p>	Description du programme de surveillance mis en place.	Le programme de surveillance des émissions se conformera au présent arrêté.
<b>Section II : Emissions dans l'air</b>		

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc				
<p><b>Article 57</b></p> <p>L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>	<p>Description du programme de surveillance mis en place.</p>	<p>Les mesures de retombées de poussière se feront de façon trimestrielle.</p> <p>(voir annexe 2.4 de la Partie 1)</p>				
<p><b>Section III : Emissions dans l'eau</b></p>						
<p><b>Article 58</b></p> <p>Que les eaux pluviales polluées (EPp) soient déversées dans un réseau raccordé à une station d'épuration collective ou dans le milieu naturel, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit.</p> <table border="1" data-bbox="129 1106 907 1414"> <thead> <tr> <th data-bbox="129 1106 394 1166">POLLUANTS</th> <th data-bbox="394 1106 907 1166">FRÉQUENCE</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="129 1166 394 1414">                     DCO (sur effluent non décanté)                      Matières en suspension totales                      Hydrocarbures totaux                 </td> <td data-bbox="394 1166 907 1414">                     Pour les EPp déversées dans une station d'épuration :                     <ul style="list-style-type: none"> <li>la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle. Le premier contrôle est réalisé dans les six premiers mois de fonctionnement de l'installation.</li> </ul> </td> </tr> </tbody> </table>	POLLUANTS	FRÉQUENCE	DCO (sur effluent non décanté) Matières en suspension totales Hydrocarbures totaux	Pour les EPp déversées dans une station d'épuration : <ul style="list-style-type: none"> <li>la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle. Le premier contrôle est réalisé dans les six premiers mois de fonctionnement de l'installation.</li> </ul>	<p>Description du programme de surveillance mis en place.</p>	<p>Les eaux pluviales rejetées seront analysées de manière semestrielle conformément à l'arrêté ministériel afin de mesurer la teneur en DCO, MES et hydrocarbures totaux.</p>
POLLUANTS	FRÉQUENCE					
DCO (sur effluent non décanté) Matières en suspension totales Hydrocarbures totaux	Pour les EPp déversées dans une station d'épuration : <ul style="list-style-type: none"> <li>la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle. Le premier contrôle est réalisé dans les six premiers mois de fonctionnement de l'installation.</li> </ul>					

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
<div data-bbox="129 352 904 943" style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p>Pour les EPp déversées dans le milieu naturel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ;</li> <li>• si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ;</li> <li>• si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus.</li> </ul> </div> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>		
<b>Section VI : Impacts sur les eaux souterraines</b>		
<p><b>Article 59</b></p> <p>Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux</p>	<p>Description du programme de surveillance mis en place</p>	<p>Les activités du site n'entraînent pas d'émission de polluants susceptible d'atteindre les eaux souterraines.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement selon le guide de justification de la rubrique 2515	Justifications apportées pour le site LeBloc
souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.		
<b>Chapitre IX : Exécution</b>		
<b>Article 60</b> Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.	Aucune	Sans Objet



[www.setec.fr](http://www.setec.fr)

**Paris**

Immeuble Central Seine  
42-52 quai de la Rapée  
CS 71230  
75583 PARIS CEDEX 12  
FRANCE

Tél +33 1 82 51 55 55

**Lille**

2 rue du Priez  
59000 LILLE  
FRANCE

Tél +33 3 28 38 17 87

**Lyon**

Immeuble le Crystallin  
191-193 cours Lafayette  
CS 20087  
69458 LYON CEDEX 06  
FRANCE

Tél +33 4 27 85 49 56

**Nantes**

L'Acropole  
1 allée Baco  
44000 NANTES  
FRANCE

Tél +33 2 44 76 63 30